



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 05/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MAT'ILD**

Chemin Joseph Roumanille  
13320 Bouc-Bel-Air

Références : D- 2025-0073  
Code AIOT : 0006404617

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement MAT'ILD implanté chemin de Payannet 13120 Gardanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Arrêté de mise en demeure du 04/03/2024 relatif aux bruits émis par l'exploitation des installations. Installations en mode d'exploitation réduit suite à un incendie sur le site en juin 2024 (arrêt provisoire des réceptions cartons et plastiques ainsi que de la mise en balles)

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAT'ILD
- chemin de Payannet 13120 Gardanne
- Code AIOT : 0006404617
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAT'ILD exploite à Gardanne une installation de tri, transit et traitement de déchets non dangereux soumise à autorisation. La société dispose également de plusieurs déchèteries professionnelles dans la région. Les déchets entrants sont issus de déchèteries, de chantiers de construction et démolitions du BTP, ou d'activités économiques. Les déchets arrivent en mélange et sont triés avant d'être envoyés vers les filières de valorisation.

Les déchets réceptionnés par l'installation sont principalement des déchets industriels banals (DIB), bois, gravats, déchets verts.

La société Mat'ild est autorisée au titre de la réglementation ICPE au travers de l'arrêté préfectoral du 13 février 2007 délivré à l'ancien exploitant Bennes Provence Assainissement (BPA). La société MAT'ILD a réalisé une demande de changement d'exploitant à la préfecture des Bouches-du-Rhône le 3 juin 2019. Un arrêté préfectoral complémentaire a également été délivré le 24 janvier 2022 afin d'encadrer les modifications apportées à l'installation.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Contrôle des niveaux sonores de l'exploitation des installations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité au PAC V3 du 02/08/2024	Arrêté Préfectoral du 13/02/2007, article 1.3	Sans objet
2	Actions à mettre en œuvre pour respecter VLE bruit	AP de Mise en Demeure du 04/03/2024, article 1 alinéa 1	Sans objet
3	Actions de mise en conformité	AP de Mise en Demeure du 04/03/2024, article 1 alinéa 2	Sans objet
4	Nouvelles mesures de bruit	AP de Mise en Demeure du 04/03/2024, article 1 alinéa 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les valeurs limites, en zones à émergences réglementées sont respectées.

En limite de site, au Nord, on observe un léger dépassement de la limite autorisée 61,5 db(A) pour une limite à 60 db(A), sur une courte durée environ 10 minutes. Ce dépassement peut être évité par l'obligation imposée aux chauffeur des camions de couper leur moteur en période d'attente. L'exploitant s'est engagé lors de l'inspection sur ce rappel de sensibilisation en direction des apporteurs.

La mise en demeure du 04/03/2024 est levée.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conformité au PAC V3 du 02/08/2024**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2007, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité des stockages au plan Figure – situation temporaire envisagée
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations et leurs annexes sont disposées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposées par l'exploitant.
<b>Constats :</b> Les installations sont disposées conformément au plan d'implantation inclus dans le PAC (porter à connaissance) transmis à la DREAL le 17/07/2024 et complété le 30/07 et 02/08/2024. Pour rappel, ce plan est un plan de masse de situation <u>temporaire, suite à la reprise de l'exploitation après l'incendie de juin 2024.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Actions à mettre en œuvre pour respecter la VLE bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/03/2024, article 1 alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, actions mises en œuvre pour respecter les VLE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Communiquer les actions que l'exploitant compte mettre en œuvre pour respecter les niveaux limite de bruit en limite de propriété et dans les zones à émergences réglementées en période diurne et nocturne
<b>Constats :</b> Un contrôle de l'impact acoustique dans l'environnement du centre de tri a été réalisé au travers d'une campagne de mesures du 20 au 22 mars 2024, par la 'société Sixense.  Les niveaux sonores mesurés lors de cette campagne de mesures de deux jours sont utilisés pour réaliser l'analyse réglementaire en : <ul style="list-style-type: none"><li>• 3 points de mesures en Limite de Propriété du site</li><li>• pour corréliser les bruits d'activité avec les mesures réalisées au niveau des 4 points en ZER (Zone à Émergence Réglementée).</li></ul> Suite à ce contrôle, l'exploitant a présenté son plan d'actions qui découle de ces mesures :  ZER 1 nocturne + LdP N nocturne : source identifiée : passage de camions et attente de camions moteur tournant avant ouverture <ul style="list-style-type: none"><li>• panneautage pour sensibiliser les chauffeurs au bruit en entrée de site</li><li>• campagne de sensibilisation des transporteurs aux horaires du site et au bruit en entrée de site</li><li>• mise en place d'un brise vue épais pour atténuer la diffusion du bruit en limite de site</li><li>• réfection des enrobés en entrée du site</li><li>• modification du portail pour supprimer le rail (ou supprimer le bruit de passage de ce rail)</li></ul>

<p>ZER 3 nocturne</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• présentation des résultats des mesures au personnel du site et sensibilisation</li> <li>• interdiction de certaines opérations bruyantes en période nocturne</li> </ul> <p>LdP E diurne</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• agrandissement d'un mur existant pour fermer la zone de broyage et empêcher la diffusion du bruit</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> levée de mise en demeure

#### N° 3 : actions de mise en conformités

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/03/2024, article 1 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mettant en œuvre les dites actions de mise en conformités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mettre en œuvre les dites actions de mise en conformités</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Toutes les actions proposées par l'exploitant ont été mises en œuvre, à la date de l'inspection, sauf la réfection des enrobés à l'entrée du site, qui a été entreprise fin décembre 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> levée de mise en demeure

#### N° 4 : Nouvelles mesures de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/03/2024, article 1 alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérifications de l'efficacité des mesures mises en œuvre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Transmettre des nouvelles mesures de bruit, réalisées par un bureau d'étude spécialisé, représentatives de son activité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les nouvelles mesures de bruit ont été réalisées les 7 et 8 janvier 2025, par la société Sixense. Ces mesures ont fait l'objet d'une analyse réglementaire selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Aucun dépassement n'est constaté dans les 4 Zones à Émergence Réglementée (ZER) ayant fait l'objet de mesures, aussi bien en période diurne que nocturne.</p> <p>En limite de propriété, il est constaté un seul dépassement au nord du site, en période nocturne. Le dépassement enregistré en période nocturne est associé au stationnement des camions (moteur allumé) à proximité de la clôture nord du site. Les événements engendrant le dépassement du seuil ont été courts (&lt; 10 minutes).</p> <p>La conformité du site en période nocturne serait assurée en ce point de mesures si les camions éteignaient leur moteur de manière systématique lors du stationnement. L'exploitant s'est engagé à faire mettre en œuvre ces dispositions simples par les apporteurs (rappel de sensibilisation).</p> <p>Aucune plainte du voisinage n'a été enregistrée depuis la mise en place du plan action énoncé et mis en œuvre au point de contrôle N°2.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> levée de mise en demeure

